

Opposition franche à la Cour de Justice de l'UE sur le temps de travail des militaires

Article rédigé par *Le Figaro*, le 19 juillet 2021

Source [Le Figaro] La Cour de Justice de l'Union Européenne a rendu un arrêt jeudi dernier remettant en cause la directive du temps de travail des militaires.

Jeudi dernier, la Cour de Justice de l'Union européenne [a rendu un arrêt](#) où elle affirme que les militaires des États membres sont assujettis au même droit de travail que n'importe quel travailleur, sauf en opérations. Cet arrêt est donc contraire à la doctrine française selon laquelle les forces armées sont censées être disponibles *«en tout temps et en tout lieu»*.

La ministre des Armées Florence Parly rappelle que le gouvernement a toujours considéré *«que les forces armées n'entraient pas dans le champ d'application de cette directive»*, et annonce étudier de près *«la portée et les implications de cette décision»*, afin d'éviter que cette épée Damoclès ne s'abatte un jour.

Dans une tribune publiée dans le journal [Le Monde](#), Edouard Philippe, qui s'estime être *«farouchement proeuropéen»*, juge cette décision inacceptable : *«Tout dans mon engagement politique et ma filiation intellectuelle affirment mon attachement à la construction européenne. Mais cette décision de la plus haute juridiction européenne est dans son principe contraire aux intérêts nationaux les plus élémentaires. Elle touche au cœur de la souveraineté et de la sécurité de la France.»*

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)